



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

ATTESTATION DE DEMANDE D'ASILE
PROCEDURE NORMALE
 Première demande d'asile



Identifiant : 0603180870
 Nom : ZIABLITSEV
 Nom d'usage :
 Prénoms : SERGEI
 Sexe : Masculin
 Situation familiale : Marié(e)
 Né(e) le : 17/08/1985 à KISELIOV, URSS
 Nationalité : russe
 Adresse :
 Cosi 5257 Cs 91036
 111 Boulevard de la Madeleine
 06000 NICE

Signature du titulaire

Chez :
 SPADA de Nice - Forum Réfugiés

Nombre d'enfants présents : 2
 Nom : ZIABLITSEV
 Prénoms : Egor
 Sexe : Masculin
 Né(e) le : 28/01/2017 à Balashiha Moscovskaga Oblast, RUSSIE
 Nationalité : russe
 Nom : ZIABLITSEV
 Prénoms : Andrei
 Sexe : Masculin
 Né(e) le : 22/06/2015 à Balashiha Moscovskaga Oblast, RUSSIE
 Nationalité : russe

Délivrée par : Préfecture des Alpes-Maritimes
 Le : 13/01/2021
 Valable jusqu'au : 12/07/2021
 Date de premier enregistrement en guichet unique : 11/04/2018
 Statut : En renouvellement

Cachet et signature de l'autorité

Pour le Préfet,
 La secrétaire administrative
 de pôle asile
 ERIE 4512

 Angélique BARTOLO

ZIABLITSEV: 1. 09.07.21, 1 f., enregistrer une demande de protection internationale.

Сергей Зяблицев

bormentalsv@yandex.com

24 июл в 11:31

1 получатель

:



cranice@forumrefugies.org

Язык письма — французский. Перевести на русский?

Перевести

1. 09.07.21, 1 __, _____, SPADA, OFII.pdf

----- Пересылаемое сообщение -----

20.07.2021, 17:23, "bormentalsv@yandex.ru" <bormentalsv@yandex.ru>:

1) Préfecture des Alpes Maritimes DRIM/BES/Asile pref-renouvellement-ada@alpes-maritimes.gouv.fr

Le 09/07/21 j'ai déposé une demande auprès de la SPADA pour enregistrer ma demande d'asile. Je postule.

SPADA n'a toujours pas enregistré ma demande et ne m'a pas fourni de confirmation ou d'instructions pour l'action.

Je vous demande de faire les démarches pour enregistrer mes candidatures.

2) SPADA 06

Je continue d'attendre l'enregistrement de ma demande d'asile. Le 20/07/21 je n'ai reçu aucune réponse.

M. Ziablitsev Sergei, 20/07/21, a Nice, France.

09/07/21 я подал обращение в SPADA для регистрации прошения убежища. ПРилагаю.

SPADA до сих пор не зарегистрировало мое прошение и не предоставило мне подтверждения и инструкций к действиям.

Я прошу принять меры к регистрации моего ходатайств.

SPADA 06

Я продолжаю ожидать регистрации моего прошения о убежище. На 20/07/21 я не получил ответов.

Начало переадресованного сообщения:

[Показать начало цитаты](#)

От: bormentalsv@yandex.ru

Дата: 9 июля 2021 г. в 13:18:21 GMT+2

Кому: Forum Réfugiés <plateformenice@forumrefugies.org>

Тема: Перенапр: 1. 09.07.21, 1 f., enregistrer une demande de protection internationale.

Начало переадресованного сообщения:

От: bormentalsv@yandex.ru

Дата: 9 июля 2021 г. в 13:12:45 GMT+2

Кому: platform@forumrefugies.org, OFFI <nice@ofii.fr>, Frédéric Szczepaniak <frederic.szczepaniak@ofii.fr>, hania.ouchrif@ofii.fr, asabadel@forumrefugies.org

Тема: 1. 09.07.21, 1 f., enregistrer une demande de protection internationale.

Письмо найдено по запросу «pref-renouvellement-ada@alpes-maritimes.gouv.fr». Вернуться к поиску

ZIABLITSEV: 1. 09.07.21, 1 f., enregistrer une demande de protection internationale.

Сергей Зяблицев bormentalsv@yandex.com 24 июл в 11:31
1 получатель: cranice@forumrefugies.org

Язык письма — французский

1. 09.07.21, 1 f., enregistrer une demande de protection internationale.

----- Пересылаемое сообщение -----
20.07.2021, 17:23, "bormentalsv@yandex.ru" <bormentalsv@yandex.ru>:

1) Préfecture des Alpes Maritimes DRIM/BES/Asile pref-renouvellement-ada@alpes-maritimes.gouv.fr

Le 09/07/21 j'ai déposé une demande auprès de la SPADA pour enregistrer ma demande d'asile. Je postule.
SPADA n'a toujours pas enregistré ma demande et ne m'a pas fourni de confirmation ou d'instructions pour l'action.
Je vous demande de faire les démarches pour enregistrer mes candidatures.

2) SPADA 06

ZIABLITSEV renouvellement mon récépissé dans le cadre d'une procédure à la CNDA

Сергей Зяблицев

bormentalsv@yandex.com

24 июл в 11:32

1 получатель

cranice@forumrefugies.org

Язык письма — французский. Перевести на русский?

Перевести

1. 10.07.21, renouvellement resepisse .pdf PDF 2. Re_ce_pisse_Ziablitsev __ 12.07.21. _____ 27.01.21.pdf PDF 3. 20.04.21, CNDA, 7 f. D20.04.pdf PDF 4. Demande au BAJ.pdf PDF 4.1. TransmissionReport_BAJ.pdf PDF 5. Email a_la CNDA.pdf PDF 5.1 TransmissionReport_33148184430_CNDA.pdf PDF

7

----- Пересылаемое сообщение -----

10.07.2021, 22:54, "bormentalsv@yandex.ru" <bormentalsv@yandex.ru>:

1) mon resepisse, 1 f.

2) Décision d'appel de la CNDA, 7 f.:

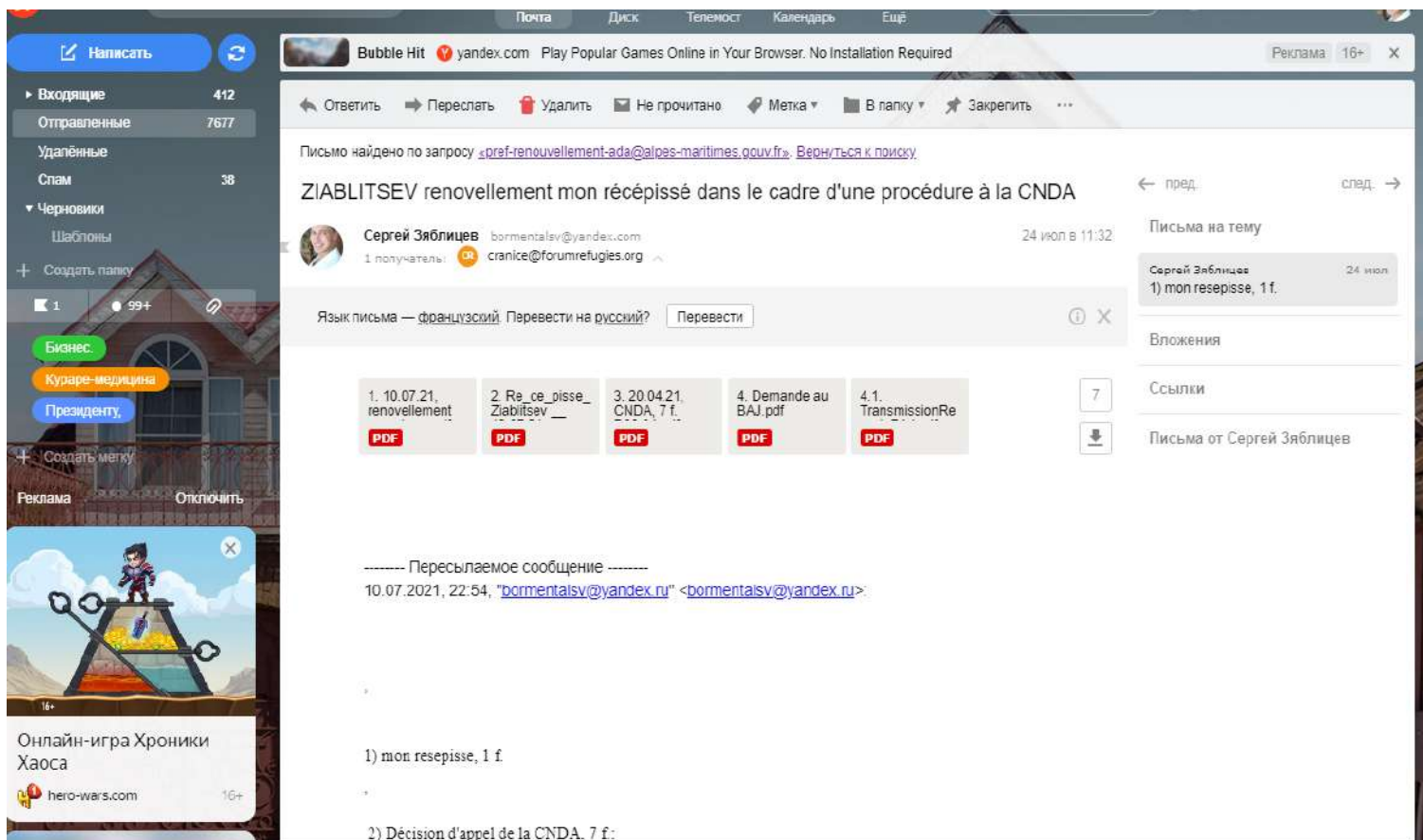
3) demande d'entraide judiciaire pour contester la décision de la CNDA sur des faits nouvellement découverts, 1 f.:

3.1) fax

4) procédure d'ouverture réexamenation 10/07/21 2 f. et télécopieur:

4.1) fax:

Cordialement.



**COUR NATIONALE DU
DROIT D'ASILE**

Secrétariat Général

35 rue Cuvier

93558 Montreuil Cedex

Tél : 01 48 18 40 00

Recours FAX : 01 48 18 44 20

Mémoires, pièces, courriers FAX : 01 48 18 44 30

Demandes de renvoi FAX : 01 48 18 44 25

Communication de dossiers et accueil avocats FAX :
01 48 18 44 22

Greffe ouvert du lundi au vendredi de
9h00 à 12h00 - 14h00 à 16h30

Montreuil, le 26/10/2021

M. ZIABLITSEV SERGEI
6 PLACE DU CLAUZEL APP 3
43000 LE PUY EN VELAY

N° de votre recours : 21055716

(à rappeler dans toutes correspondances)

Monsieur SERGEI ZIABLITSEV c/ OFPRA

ACCUSE DE RECEPTION D'UN RECOURS

Lettre recommandée avec avis de réception

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que le **recours en rectification d'erreur matérielle** que vous avez formé a été enregistré*, le 13/10/2021, au greffe de la Cour nationale du droit d'asile sous le numéro de recours : 21055716, **numéro que vous avez l'obligation de rappeler sur chaque pièce ou courrier que vous adressez à la Cour. Il ne sera ni renouvelé ni actualisé. Aucun duplicata ne sera délivré.**

Il est impératif d'**informer le greffe de la Cour de tout changement d'adresse.**

Après la réception de ce courrier, vous pourrez consulter l'intégralité de votre dossier en le demandant 48 heures à l'avance par télécopie (01 48 18 44 22) au greffe de la Cour.

Votre recours sera examiné :

- soit **en audience publique** devant une formation collégiale ou un magistrat statuant seul dans les conditions prévues par l'article L.532-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile,
- soit par un magistrat qui statuera **par ordonnance** en application de l'article L.532-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, dans le cas où la demande ne présente aucun élément sérieux susceptible de remettre en cause la décision du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Enfin, si vous avez besoin d'explications ou de renseignements complémentaires, vous pouvez écrire à la Cour ou téléphoner au 01 48 18 41 81.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Secrétaire général,
par délegation



* Certaines informations faisant l'objet d'un enregistrement informatique pour les besoins de l'instruction et du suivi du dossier, un droit d'accès et de rectification des données personnelles peut être exercé auprès du président de la Cour.

Re: Recours № 21055716 - le caractère suspensif de la procédure de réexamen devant la CNDA

AG

AUBER Guillaume

guillaume.auber@cnda.juradm.fr

24 ноя в 11:24

Вам

:

bormentalsv@yandex.com

Язык письма — французский. Перевести на русский?

Перевести

Monsieur,

...

Sur votre dernier point : votre demande d'aide juridictionnelle du 10 juillet 2021, adressée au bureau d'aide juridictionnelle près la Cour du droit d'asile, est en cours d'instruction. Cet avocat ne prendra, en tout état de cause, en charge que le recours en correction d'erreur matérielle portée devant notre juridiction, à l'exclusion de toute autre procédure.

Cordialement,

Yandex 360

Поиск

Почта Диск Телемост Календарь Ещё

Вы посещали сайт ECOS cloud platform cloud-ecos.com Получите моментальный подарок после регистрац... Реклама

Re: Recours № 21055716 - le caractère suspensif de la procédure de

AG AUBER Guillaume guillaume.auber@cnda.juradm.fr 24 ноя в 11:24

Вам: bormentalsv@yandex.com

Язык письма — французский. Перевести на русский?

Monsieur,

Письма на тему

- Сергей Зяблицев 24 ноя Monsieur AUBER Guillaum...
- AUBER Guillaume 24 ноя Monsieur, Votre premier et ...
- Сергей Зяблицев 22 ноя Monsieur AUBER Guillaum...
- AUBER Guillaume 22 ноя Monsieur, Vous nous interr...

Sur votre dernier point : votre demande d'aide juridictionnelle du 10 juillet 2021, adressée au bureau d'aide juridictionnelle près la Cour du droit d'asile, est en cours d'instruction. Cet avocat ne prendra, en tout état de cause, en charge que le recours en correction d'erreur matérielle portée devant notre juridiction, à l'exclusion de toute autre procédure.

Cordialement,



Guillaume AUBER
Chef du service de l'accueil
des parties et des avocats

Cour nationale du droit d'asile
35 rue Cuvier
93100 Montreuil

De : Сергей Зяблицев [<mailto:bormentalsv@yandex.com>]

Envoyé : lundi 22 novembre 2021 14:14

À : AUBER Guillaume <guillaume.auber@cnda.juradm.fr>

Objet : Recours № 21055716 - le caractère suspensif de la procédure de réexamen devant la CNDA

Dossier : 2109695

Appel contre la mesure d'éloignement

JURIDICTION : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE - RECONDUITE À LA FRONTIÈRE



Analyse

annulation décision n°21-2944 du 5 no 2021 fixant le pays de renvoi en application d'un interdiction de circulation sur le territoire national prise sur le fondement du L.721-3 du CESEDA.

Dispositif

Article 1er : La requête de M. Ziablitsev est rejetée.

Historique

Inverser l'ordre chronologique

29/12/2021	DE : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE A : COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE MARSEILLE TRANSMISSION DU DOSSIER À LA JURIDICTION D'APPEL
23/12/2021	DE : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE DÉCISION FRAPPÉE D'APPEL
24/11/2021	DE : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE A : MAÎTRE BAZIN-CLAUZADE EMMANUELLE ATTESTATION DE MISSION À AVOCAT À SA DEMANDE

ÉTAT DU DOSSIER

Dossier transmis suite recours

Ajouter un(e) courrier / mémoire / pièce



NOM DU DOSSIER

Appel contre la mesure d'éloignement

REQUÉRANT(S)

Monsieur ZIABLITSEV Sergei
représenté(e) par BAZIN-CLAUZADE

DÉFENDEUR(S)

PREFECTURE DES ALPES MARITIMES
représenté(e) par SERFATY VENUTTI CAMACHO & CORDIER

OBSERVATEUR(S)

DIRECTION ZONALE DE LA POLICE AUX FRONTIÈRES SUD



Dossier : 2104334

Appel contre l'arrêté du préfet du 21.05.2021

JURIDICTION : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE - 8ÈME CHAMBRE



Analyse

annulation arrêté du préfet des Alpes-Maritimes du 21/05/2021 portant refus de titre de séjour, obligation de quitter le territoire dans un délai de 30 jours et interdiction de retour d'1 an - ressortissant russe né le 17/08/1985

Historique

[Inverser l'ordre chronologique](#)

10/11/2021

DE : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE
A : PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES
MISE EN DEMEURE DÉFENDEUR

08/10/2021
à 23:14

DE : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE
A : MONSIEUR ZIABLITSEV SERGEI

- 1104894128_Courriel_a_la_prefecture_du_10.07.2021.pdf
- 1104894129_Demande_de_renouvellement_de_lattestation_dun_demandeur_dasile_a_la__prefecture_du_10.07.2021.pdf
- 1104894130_Demande_daide_juridique_devant_le_BAJ_de_la_CNDA_du_9.07.2021.pdf
- 1104894131_Recepisse_valable_jusquau_12.07.2021.pdf
- 1104894132_Fax_au_BAJ_de_la_CNDA.pdf
- 1104894133_Fax_de_la_notification_du_depot_de_la_requete_a_la_CNDA.pdf
- 1104894134_Depot_de_la_requete_de_revision_et_rectification_devant_la_CNDA_du_9.07.2021.pdf
- 1104894135_Rappel_a_propos_de_demandes_administratives_faites_a_la_prefecture_a_IOFII_SPADA_du_19.07.2021.pdf
- 1104894136_Rappel_a_propos_de_demandes_administratives_faites_a_la_prefecture_a_IOFII_SPADA_du_20.07.2021.pdf
- 1104894137_Rappel_a_propos_de_demandes_administratives_faites_a_la_prefecture_a_IOFII_SPADA_du_24.07.2021.pdf
- 1104894138_Rappel_a_propos_de_demandes_administratives_faites_a_la_prefecture_du_27.07.2021.pdf
- 1104894139_Complement_pour_le_dossier_a_la_prefectur_envoye_le_02.08.2021.pdf
- 1104894140_Captures_d_ecran_d_e_mails_avec_des_pieces_jointes_de_documents_au_dossier.pdf
- 1104894141_Requete.pdf
- 1104894142_INVENTAIRE_DES_PIECES_JOINTES.pdf

07/08/2021
à 23:34

DE : ASSOCIATIONS
A : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE
DÉPÔT DE LA REQUÊTE

ÉTAT DU D
En cours
lundi 13 décembre 2021

19:58:22

Ajo

décembre 2021

lu	ma	me	je	ve	sa	di
29	30	1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31	1	2
3	4	5	6	7	8	9

NOM DU D

Appel co

MANDATA

ASSOCIA

REQUÉRA

Monsieu

Article L722-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et des demandeurs d'asile

« 722-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, qui donnent au recours contre l'arrêté fixant le pays de destination formé devant le tribunal administratif un caractère suspensif, ne sont pas applicables aux éloignements mis en oeuvre sur le fondement d'un arrêté d'expulsion. »

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



D.I.L.A.
serialNumber=S6910003,CN=D-
ILA - SIGNATURE
DILA,organizationIdentifier=NT-
RFR-13000918600011,OU=00-
02
13000918600011,O=DILA,C=FR
75015 Paris
2020-07-11 09:01:00

Associations et fondations d'entreprise

DIRECTION DE L'INFORMATION
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15



www.journal-officiel.gouv.fr

Associations

Fondations d'entreprise

Associations syndicales de propriétaires

Fonds de dotation

Fondations partenariales

Annonce n° 38 06 - Alpes-Maritimes ASSOCIATIONS Créations

Déclaration à la préfecture des Alpes-Maritimes

CONTRÔLE PUBLIC.

Objet : contrôler et lutter contre la corruption au sein des pouvoirs publics et des organisations exerçant des fonctions publiques y compris dans les organisations internationales ; étudier, débattre et formuler un avis sur le respect de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, tant en droit qu'en pratique, et sensibiliser le public à ces questions par ces moyens et d'autres moyens appropriés ; développer, avoir des débats et reconnaissance de nouvelles idées et de nouveaux principes relatifs aux droits de l'homme ; représenter dans les organes pouvoirs, ainsi qu'aux organismes s'occupant des affaires publiques et des défenses des droits de l'homme, de critiques et propositions touchant l'amélioration de leur activité et d'attirer l'attention à tout aspect de leur travail qui risque d'entraver ou empêcher la promotion, la protection et la mise en œuvre des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; utiliser tous les moyens légaux, y compris les enregistrement vidéo, pour rendre les activités des personnes publiques transparentes ; publier, diffuser libres des opinions, des informations et des connaissances sur l'ensemble des droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales ; aider les étrangers à exercer leurs droits et libertés fondamentaux garantis par les traités internationaux

Siège social : 111, boulevard de la Madeleine, 06004 Nice cedex 1.

Date de la déclaration : 6 juillet 2020.



PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Direction de la réglementation
de l'intégration et des migrations
B.A.R.P. - P.R.U.
06286 NICE CEDEX 3

Le numéro W062016541
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION de l'association n° W062016541

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Préfet des Alpes-Maritimes

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **06 juillet 2020**
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

CONTRÔLE PUBLIC

dont le siège social est situé : 111 boulevard de la Madeleine
06004 Nice cedex 1

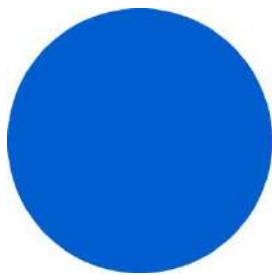
Décision prise le : **14 juin 2020**

Pièces fournies :
liste des dirigeants
Procès-verbal
Statuts

Nice, le 06 juillet 2020

*Pour le préfet,
Le chef du bureau des affaires
réglementaires et de proximité*


Jean-Christophe BOUTONNET



Centre de la protection internationale

22 rue de la 1 Armée, 67000 Strasbourg, France

Tél. +(33)388242144, tél./fax +(33)388361731, e-mail: cpistrasbourg@yahoo.com

Aux Autorités Françaises

Fait à Strasbourg, le 30 avril 2018

Madame, Monsieur,

En 2017, Monsieur Zyabltsev a commencé à coopérer avec le Centre de la protection internationale. L'objet de cette coopération était le cas de Monsieur Bokhanov, qui était soumis à la torture.

Monsieur Zablyetsev visitait régulièrement Monsieur Bokhanov en prison en tant que défenseur des droits de l'homme, car il a vu les conditions cruelles, des menaces et des brimades que ce dernier a subies.

La requête pour la défense de M. Bokhanov a été préparée par M. Zyablitsev et les juristes du Centre. Cette requête a été déposée à la Cour Européenne des droits de l'homme.

En travaillant sur le cas de M. Bokhanov, on a su le destin de Monsieur Zyabltsev : il subit des persécutions à cause de sa position active. Actuellement, les juristes du Centre préparent une requête auprès la Cour Européenne pour protéger Zyablitsev lui-même.

En espérant obtenir la protection de M. Zyablitsev par les autorités françaises, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations les plus distinguées.

Karina Moskalenko

Directrice du Centre de la protection internationale.

15:05 ↗

5G 

4 сообщения
284 Зяблицев. Приложени...  

От: Karinna Moskalenko

[<mkarinna1@yahoo.co.uk>](mailto:mkarinna1@yahoo.co.uk)

Дата: 30 апреля 2018 г., 11:02:46 GMT+2

Кому: Сергей Зяблицев

[<bormentalsv@yandex.ru>](mailto:bormentalsv@yandex.ru)

Тема: avec signature

Ответ-Кому: Karinna Moskalenko

[<mkarinna1@yahoo.co.uk>](mailto:mkarinna1@yahoo.co.uk)

Karinna Moskalenko

Director

Centre de la protection internationale

22 Rue 1^{ère} Armée, 67000 Strasbourg, France

Tel [+33\(0\)388242144](tel:+33(0)388242144)

Fax [+33\(0\)388361731](tel:+33(0)388361731)



VICTIME :

Le 29/11/2021

M. ZIABLITSEV SERGEI

- Demandeur d'asile privé de tous les moyens de subsistance par les crimes des fonctionnaires de la France depuis de 18.04.2019
<https://u.to/bCSBGw>
<http://www.contrôle-public.com/fr/Droits>
- Président de l'association «CONTRÔLE PUBLIC»
n° W062016541
Site : www.contrôle-public.com
contrôle.public.fr.rus@gmail.com
- détenu arbitrairement le 23.07.2021 au but de mesure d'éloignement n°21-2032,
<https://u.to/bxePGw>
- placé arbitrairement dans la maison d'arrêt de GRASSE le 3.08.2021 dans le cadre de la mesure d'éloignement n°21-2032
<https://u.to/nG6ZGw>
- placé arbitrairement le 5.11.2021 dans le CRA de Marseille-la Cannelle dans le cadre de mesure d'éloignement n°21-2032 = n°21-2944
<https://u.to/bxePGw>
Adresse pour correspondances :
bormentalsv@yandex.ru
contrôle.public.fr.rus@gmail.com

CONTRE :

Le préfet du département des Alpes-Maritimes

M. Bernard GONZALEZ

N° FNE : 0603180870

Mesure d'éloignement n°21-2032 du 23.07.2021 - **suspendue**Mesure d'éloignement n°21-2944 du 5.11.2021 **nulle**Procédure devant la CNDA N°21055716 **suspensive**

Au Président de la République de la France

Au Ministre l'intérieur de la France

Au Premier ministre

Au Préfet des département des Alpes-Maritimes M.
GONZALEZ

Au Commandant de Police DZPAF SUD Chef du CRA
de Marseille M. Christophe Baudouin

Au procureur de la République de Marseille

Au procureur général de la France

Au Forum réfugiés du CRA de Marseille-le Cannet

Au directeur de l'OFII de Marseille

Заявление № 9

1. 29.11.2021 в 15:49 часов 2 сотрудника канцелярии ЦАЗ Марселя мне вручили "анкету...." для высылки в Россию на русском языке для заполнения. Я хотел ее прочитать и проконсультироваться со своим представителем-ассоциацией. Однако, сотрудники канцелярии тут же ее у меня забрали и запретили мне ее читать. Я попросил выслать копию на e-майл моему представителю-ассоциации и выдать мне бумажную копию для изучения. Сотрудники отказали во всем и ушли.

Я сообщаю, что подобные действия сотрудников являются незаконными, нарушают мои права на понимание документов, в которых меня просят подписаться. Я прошу не допускать впредь подобных действий со стороны представителей государства, все документы мне предварительно предоставлять в электронном виде для возможности консультаций с представителем, а также сохранения их копий.

2. Я напоминаю всем адресатам, что с момента обращения в ОФИИ (SPADA) 9.07.2021 и в CNDA 10.07.2021 меры высылки, инициированные префектом 21.05.2021 потеряли свою юридическую значимость автоматически, в силу закона.

<https://u.to/DCOPGw>

То факт, что префект, прокурор Ниццы и судьи нарушают законы Франции, не влечет для меня последствий высылки. Поэтому я настоятельно требую

прекратить любые меры в рамках процедуры высылки.(Article L541-3 CESEDA)

3. Я напоминаю всем адресатам, что постановление префекта от 21.05.2021 об обязанности меня покинуть Францию, является юридически ничтожным еще и по факту его обжалования в административный суд Ниццы 7.08.2021. Процедура обжалования не окончена, носит приостанавливающий характер. Поэтому я настоятельно требую прекратить любые меры в рамках процедуры высылки. (досье № 2104334)

Жалоба <https://u.to/3GWFGw> Приложение <https://u.to/8WWFGw>

4. Я напоминаю всем адресатам, что уголовное обвинение №21 215 026 суда Ниццы является **юридически ничтожным** в силу вышеприведенных пунктов, так как проведено в рамках **юридически ничтожной процедуры** высылки на основании постановления префекта от 21.05.2021, **не признанного законным по сей день**.
5. Я разъясняю, что все судебные акты административного суда Марселя в рамках высылки после 10.11.2021 **не вступили в законную силу** в связи с периодом обжалования и правом на обжалование, которое я реализую после обеспечения меня адвокатом и переводчиком. **Но даже без обжалования они не имеют юридической силы**, так как вынесены в рамках юридически ничтожного исходного постановления префекта от 21.05.2021.
6. Я напоминаю, что с 10.07.2021 я инициировал процедуру рассмотрения моего ходатайства в CNDA, а также запрос юридической помощи (приложения 1, 2).

<https://u.to/6L6wGw> <https://u.to/DCOPGw>

Таким образом, я легально нахожусь на территории Франции в силу закона. Поэтому я настоятельно требую прекратить любые меры в рамках процедуры высылки. (art. L532-4 du CESEDA)

7. После будущего решения CNDA по досье № 21055716, в случае отказа мне в защите, префект сможет принять **новое постановление об обязанности** покинуть Францию (если он снова его сфальсифицирует и скроет гуманитарные основания для предоставления мне защиты). Я покину Францию добровольно и незамедлительно. Поэтому я настоятельно требую прекратить любые применяемые уже меры в рамках процедуры высылки как незаконные.
8. В случае если решения административных судов Марселя (досье № 2109665, 2110169) и Ниццы (досье №2104334) в рамках высылки в Россию и запрета возврата во Францию в течение 3-х лет **будут** вынесены не в мою пользу, и апелляционная инстанция их не отменит **в результате коррупции**, я **буду** иметь право обратиться в CNDA еще раз, оспаривая высылку в Россию в нарушение ст. 33 Женевской конвенции.(art. R532-69 du CESEDA)
9. Кроме того, я всегда имею право обжаловать любое решение любого суда по новым и вновь открывшимся обстоятельствам, если это преступные

решения, которые являются отказом в правосудии. То есть преступные решения судей **не имеют преюдициального значения и не подлежат исполнению.**

Исполнению подлежит только закон.

10. Меры высылки применяются согласно закону только к лицам, которые совершили административное правонарушение, отказавшись выполнить законное постановление префекта, врученное законным образом.

Так как действия и все постановления префекта в отношении меня не признаны законными законным составом суда, то власти **не имеют никаких судебных решений для моей высылки.** Поэтому я настоятельно требую прекратить любые меры в рамках процедуры высылки как незаконные, основанные на сфальсифицированном постановлении префекта от 21.05.2021, но не на судебном акте.

11. Меры высылки применяются согласно закону только к лицам, которые незаконно находятся на территории Франции. Я законно нахожусь и имею процедуру в CNDA. Поэтому я настоятельно требую прекратить любые меры в рамках процедуры высылки как незаконные.

12. Меры высылки применяются согласно закону **только к лицам, которые отказываются покинуть территорию Францию** с целью проживать на ней далее **нелегально.** Однако, я уже в августе 2021 выразил намерение покинуть Францию как небезопасную страну, где **вообще отсутствует судебная власть, законность, но процветает коррупция.** Однако, префект, прокурор, суды мне **препятствуют это сделать в течение 4 месяцев.** То есть меры высылки, которые они незаконно применяют все это время, преследуют совсем **не ту цель, которая указана в законе.** Их цель - преступная: препятствовать моей процедуре прошения убежища **в другой стране,** которая обеспечивает права просителей убежища **в отличие от Франции,** выслать меня в тюрьмы России и соучаствовать вместе с властями России в пытках и бесчеловечном обращении по отношению ко мне как к правозащитнику, приговоренному к лишению свободы российскими властями.

То есть мера высылки ко мне вообще не может применяться в силу фундаментального права покинуть любую страну, моего официального уведомления властей Франции о желании реализовать это право.

Итак, все вышеприведенное свидетельствует, что во Франции отменены законы, а должностные лица либо не имеют достаточного образования, либо имеет место интеллектуальная деградация целых слоев функционеров, которые не понимают СМЫСЛА законов либо они просто корумпированы.

ТРЕБОВАНИЯ :

1. **НЕМЕДЛЕННО** прекратить **любые попытки высылки** меня в Россию как покушение на совершение преступления.

2. НЕМЕДЛЕННО прекратить лишение меня свободы в связи с законным нахождением на территории Франции и процедурой в CNDA (приложения 1, 2)

- 1) ОБЕСПЕЧИТЬ мое право покинуть чужую страну Францию, уровень коррупции в которой такой же как в России и не способной мне предоставить **политическое убежище** по тем же основаниям, по которым я его прошу от России. (к вниманию Президента Республики Франции, Первого Министра, Министра внутренних дел)

3. В случае отказа принять указанные выше меры я заявляю
 - 1) О преступлениях префекта департамента Приморские Альпы М. GONZALEZ и иных должностных лиц (см. Иск <https://u.to/4GG3Gw> - приложение 3), требую их расследования, меня признать потерпевшим и в рамках расследования обеспечить мое нахождение на территории Франции **до окончания** уголовного производства, после чего я ее покину для прошения убежища в другой стране.
 - 2) ОТВОД префекту департамента М. GONZALEZ в связи с его преступлениями **и конфликтом интересов**, отстранение от должности на период расследования уголовного обвинения.

Приложение :

1. Письмо CNDA с номером процедуры от 26.10.2021 <https://u.to/fNW2Gw>
2. Письмо CNDA о запросе правовой помощи <https://u.to/sNbJGw>
3. Иск против префекта и других ответчиков <https://u.to/4GG3Gw>

Зяблицев Сергей 

Traduction.

Déclaration N° 9

1. Le 29.11.2021 à 15h49, 2 employés du greffe du CRA de Marseille m'ont remis un " questionnaire...." en russe pour l'éloignement vers la Russie à remplir. Je voulais la lire et consulter mon représentant-Association. Cependant, le personnel du greffe l'a immédiatement pris et m'a interdit de le lire. J'ai demandé à envoyer une copie sur e-mail à mon représentant, l'Association « Contrôle public » et à me remettre une copie papier pour examen. Les employés ont tout refusé et sont partis.

Je signale que de telles actions des greffiers sont illégales, violent mon droit de comprendre les documents dans lesquels on me demande de signer. Je demande que de telles actions **de la part des représentants de l'état** ne soient pas autorisées à l'avenir et que tous les documents me soient **préalablement fournis** par voie électronique afin de pouvoir consulter avec ma représentante et de conserver des copies.

2. Je rappelle à tous les destinataires, qu'à compter de l'appel à l'OFII (SPADA) le 9.07.2021 et à la CNDA le 10.07.2021, la mesure d'éloignement initiée par le préfet le 21.05.2021 a automatiquement **perdu sa validité conformément à la loi.**

<https://u.to/DCOPGw>

Le fait que le préfet, le procureur de Nice et les juges enfreignent les lois françaises n'entraîne pas pour moi les conséquences de l'éloignement. Donc, je vous demande de cesser toute mesure dans le cadre d'une procédure d'éloignement. (article L541-3 CESEDA)

3. Je rappelle à tous les destinataires que l'arrêté préfectoral du 21.05.2021 m'obligeant à quitter la France est **juridiquement nul et non avenu** sur le fait de son recours devant le tribunal administratif de Nice le 7.08.2021. La procédure de recours n'est pas fini, porte nature suspensive. Donc, je vous demande de cesser toute mesure dans le cadre d'une procédure d'éloignement. (dossier N° 2104334)

Recours <https://u.to/3GWFGw> Annexes <https://u.to/8WWFGw>

4. Je rappelle à tous les destinataires que l'accusation pénale N°21 215 026 du TJ de Nice est **juridiquement nulle** en vertu des paragraphes ci-dessus, puisqu'elle a été menée dans le cadre d'une procédure d'éloignement **juridiquement nulle** sur la base d'un arrêté préfectoral du 21.05.2021, **non reconnu légal à ce jour.**

5. Je précise que tous les actes judiciaires du tribunal administratif de Marseille dans le cadre de l'éloignement après le 10.11.2021 ne sont pas entrés en vigueur en raison de la période de recours et du droit de recours que j'exercerai dès que je serai fournis d'un avocat et d'un interprète. Mais même sans appel, elles ne sont pas juridiquement exécutoires puisqu'elles sont rendus dans le cadre d'un arrêté préfectoral du 21.05.2021 **juridiquement nul**.
6. Je rappelle que depuis le 10.07.2021, j'ai initié la procédure d'examen de ma requête auprès de la CNDA ainsi que la demande d'aide juridique (annexes 1, 2).

<https://u.to/6L6wGw>

<https://u.to/DCOPGw>

Je suis donc **légalement sur le territoire français** selon la loi. C'est pourquoi je demande **de cesser toute mesure dans le cadre d'une procédure d'éloignement** (art. L532-4 du CESEDA).

7. Conformément à la future décision de la CNDA sur le recours N° 21055716, en cas de refus de me protéger, le préfet pourra prendre **un nouveau arrêté obligeant** à quitter la France (s'il le falsifie à nouveau et cache les motifs humanitaires pour me protéger), je quitterai la France volontairement et immédiatement. Donc, je demande de cesser toute mesure dans le cadre de la procédure d'éloignement illégale en cours.
8. Dans le cas où les décisions des tribunaux administratifs de Marseille (*dossier N° 2109665, 2110169*) et de Nice (*dossier N°2104334*) dans le cadre de l'éloignement vers la Russie et de l'interdiction de retour en France pendant 3 ans n'**auront pas** été en ma faveur, et la cour d'appel ne leurs annulera pas en raison de la corruption, je **vais avoir le droit** de demander à la CNDA encore une fois, pour contester l'éloignement vers la Russie **en violation de l'art.33 de la Convention de Genève** (art. R532-69 du CESEDA)
9. En outre, j'ai toujours le droit de faire appel de toute décision d'un tribunal sur des circonstances nouvelles ou redécouvertes s'il s'agit de décisions criminelles qui constituent un déni de justice. Autrement dit, les décisions criminelles des juges n'ont pas de signification préventive et ne sont pas exécutoires.

Seule la loi est applicable.

10. Les mesures d'expulsion ne s'appliquent, conformément à la loi, qu'aux personnes qui ont commis une infraction administrative en refusant d'exécuter un arrêté préfectoral délivré par voie légale.

Étant donné que les actes et toutes les décisions du préfet à mon égard ne sont pas reconnus comme légitimes par la composition légale du tribunal, les autorités n'ont aucune décision judiciaire pour mon expulsion. Je demande donc instamment que toutes les mesures prises dans le cadre de la procédure d'expulsion soient arrêtées comme illégales, fondées sur un arrêté préfectoral falsifié du 21.05.2021, mais pas sur un acte judiciaire.

11. D'une mesure d'éloignement s'appliquent en vertu de la loi qu'aux personnes qui sont **en situation illégale sur le territoire de la France**. Je suis légalement en France et j'ai une procédure devant la CNDA N°21055716. Donc, je demande de cesser toute mesure dans le cadre de la procédure d'éloignement illégale.

12. La mesure d'éloignement ne s'applique en vertu de la loi qu'aux personnes **qui refusent de quitter le territoire français pour y résider illégalement**. Cependant, dès août 2021, j'ai exprimé mon intention **de quitter la France** comme un pays dangereux, **où il n'y a pas du tout de pouvoir judiciaire, de légalité, mais la corruption est florissante**. Cependant, le préfet, le procureur, les tribunaux m'empêchent de le faire pendant 4 mois. Il s'agit d'une mesure d'éloignement qu'ils illégalement appliquent tout le temps, sans poursuivre l'objectif visé par la loi. Leur but est **criminel**: entraver ma procédure de demande d'asile dans un autre pays, qui garantit les droits des demandeurs d'asile contrairement à la France, m'expulser dans des prisons russes et s'associer avec les autorités russes à des actes de torture et à des traitements inhumains à mon encontre en tant que défenseur des droits de l'homme condamné à une peine de prison par les autorités russes. En d'autres termes, le but est bandit.

C'est-à-dire que la mesure d'éloignement ne peut pas être appliquée à mon égard du tout en raison du droit fondamental de quitter un pays étranger, puisque j'ai officiellement informé les autorités françaises de vouloir exercer ce droit.

Ainsi, tout ce qui précède montre qu'en France, **les lois sont abrogées** et que les fonctionnaires n'ont pas suffisamment d'éducation ou qu'il y a une dégradation intellectuelle de groupes de fonctionnaires qui ne comprennent pas le SENS des lois ou ils sont simplement corrompus.

MES DEMANDES:

1. CESSER IMMÉDIATEMENT toute tentative de m'éloigner vers la Russie comme une tentative de commettre un crime.

2. METTRE FIN IMMÉDIATEMENT à la privation de liberté en raison de la présence légale sur le territoire français et de la procédure devant la CNDA.

3. GARANTIR mon droit de quitter un pays étranger, la France, dont le niveau de corruption est le même qu'en Russie et qui ne peut pas m'accorder l'asile politique pour **les mêmes motifs** que je le demande de la Russie. (**à l'attention du Président de la République de France, du premier Ministre, du Ministre de l'intérieur**)

4. En cas de refus de prendre les mesures ci-dessus, je déclare

- 1) sur les infractions commises par le préfet du département des Alpes-Maritimes, M. GONZALEZ et d'autres fonctionnaires (voir Procès <https://u.to/4GG3Gw> - annexe 3), j'exige enquête contre eux, me reconnaître comme victime et, dans le cadre de l'enquête, assurer mon séjour sur le territoire français jusqu'à la fin de la procédure pénale, après quoi je le quitterai pour demander l'asile dans un autre pays.

- 2) RÉCUSATION du préfet du département M. GONZALEZ pour ses crimes et conflits d'intérêts, suspension de ses fonctions pendant l'enquête criminelle.

Annexes :

1. Lettre de la CNDA sur le numéro du recours <https://u.to/fNW2Gw>
2. Lettre de la CNDA sur l'aide juridique <https://u.to/sNbJGw>
3. Poursuite contre le préfet et les autres défendeurs N°2123542 <https://u.to/4GG3Gw>

La traduction a été faite à ma demande par une Association «Contrôle public» non gouvernementale en raison du refus de l'État de m'aider dans la traduction des documents ce qui crée des obstacles insurmontables à ma défense

M. Ziablitsev Sergei



№ F.N.E.: 0603180870- Mesure d'éloignement n°21-2032 du
23.07.2021 - Recours devant la CNDA № 21055716

Сергей Зяблицевbormentalsv@yandex.com

21 ноября в 23:36

pref-eloignement@alpes-maritimes.gouv.fr и ещё 1

Язык письма — французский. Перевести на русский?

Перевести

[Appel contre les arrêtés.pdf](#)

[Annexes.pdf](#)

Au préfet des Alpes-Maritimes

RECOURS contre les arrêtés préfectoraux
du 5.11.2021 sur le placement dans un centre de rétention administrative
du 5.11.2021 sur l'application d'une mesure d'éloignement.
du 10.11.2021 sur maintien en rétention

Je suis dans un centre de rétention, j'ai droit à un traducteur. Je demande la traduction de mon recours et la décision du préfet de me remettre également en russe. Je demande que le recours et tous les documents soient joints à mon dossier de demandeur d'asile.

Recours <https://u.to/H-TEGw>

Annexes <https://u.to/6fDEGw>

Cordialement, m. Ziablitsev S.
le 21.11.2021

Обжалование решений prefecta

от 5.11.2021 о помещении в административный центр задержания
от 5.11.2021 о применении меры высылки
от 10.11.2021 года по удержанию под стражей

Я нахожусь в центре задержания, имею право на переводчика. Я прошу обеспечить перевод моей апелляции и решение prefecta также перевести мне на русский язык.

Жалобу и все документы к ней прошу приобщить к моему досье просителя убежища.

60 Поиск [Иконки: Почта, Диск, Телемост, Календарь, Ещё] +1 ТБ на Диске [Иконки: Папки, Настройки, Профиль]

Написать 511



Всё, что нужно знать о контрагентах kontur.ru Все данные о компаниях: связи, арбитражные дела, банкротства, о... Реклама

← Ответить ← Ответить всем → Переслать 🗑 Удалить 📧 Не прочитано 🏷 Метка 📁 В папку ...

N° F.N.E.: 0603180870- Mesure d'éloignement n°21-2032 du 23.07.2021 - Recours devant la CNDA N° 21055716

Сергей Зяблицев bormentalsv@yandex.com 21 ноября в 23:36
pref-eloignement@alpes-maritimes.gouv.fr и ещё 1 >

🗣 Язык письма — французский. Перевести на русский? Перевести ⓘ ✕

 PDF Appel contre les arrêtés.pdf
 PDF Annexes.pdf

Au préfet des Alpes-Maritimes

RECOURS contre les arrêtés préfectoraux
du 5.11.2021 sur le placement dans un centre de rétention administrative
du 5.11.2021 sur l'application d'une mesure d'éloignement.
du 10.11.2021 sur maintien en rétention

Je suis dans un centre de rétention, j'ai droit à un traducteur. Je demande la traduction de mon recours et la décision du préfet de me remettre également en russe.
Je demande que le recours et tous les documents soient joints à mon dossier de

Письма на тему ^
Сергей Зяблицев 22 ноя Complément Je demande de j...
Сергей Зяблицев 21 ноя Au préfet des Alpes-Maritime...
Письма от Сергей Зябл... >

*Traduction***M. ZIABLITSEV SERGEI**

le 21/11/2021

- Demandeur d'asile privé de tous les moyens de subsistance par les crimes des fonctionnaires de la France depuis de 18.04.2019
<https://u.to/bCSBGw>
<http://www.controle-public.com/fr/Droits>
- Président de l'association «CONTRÔLE PUBLIC»
n° W062016541
Site : www.contrôle-public.com
controle.public.fr.rus@gmail.com
- détenu arbitrairement le 23.07.2021 au but de mesure d'éloignement n°21-2032,
<https://u.to/bxePGw>
- placé arbitrairement dans la maison d'arrêt de GRASSE le 3.08.2021 dans le cadre de la mesure d'éloignement n°21-2032
<https://u.to/nG6ZGw>
- placé arbitrairement le 5.11.2021 dans le CRA de Marseille-la Cannelle dans le cadre de mesure d'éloignement n°21-2032 = n°21-2944
<https://u.to/bxePGw>

Adresse pour correspondances :

bormentalsv@yandex.ru;controle.public.fr.rus@gmail.com

Au préfet des Alpes-Maritimes

pref-eloignement@alpes-maritimes.gouv.fr

N° F.N.E.: 0603180870

Recours devant la CNDA N° 21055716 du 9.07.2021
enregistré le 13.10.2021Mesure d'éloignement n°21-2032 du 23.07.2021 - **suspendue**Mesure d'éloignement n°21-2944 du 5.11.2021 - **nulle**

Traduction

Appel contre les arrêtés du préfet

sur mon placement en centre de rétention administrative en date du 11.05.2021.
sur l'application de la mesure d'éloignement du 11.05.2021.
sur le maintien au centre de rétention administrative du 10.11.2021.

1. Conformément à ces arrêtés, j'ai été privé de ma liberté en vue de mon éloignement, ce qui est **absolument interdit aux autorités** françaises en lien avec la menace d'emprisonnement en Russie et la menace de mort, de torture et de traitements inhumains dans les prisons russes, surtout compte tenu de mon statut de défenseur des droits humains.

Ainsi, ces arrêtés n'ont aucune base légale et ont été prises en dissimulant tous mes documents et preuves présentés à la préfecture. C'est-à-dire que les arrêtés sont falsifiés.

Je fournirai des preuves supplémentaires envoyées à la CNDA pour les joindre à mon dossier préfectoral et appliquer immédiatement le principe de non-expulsion par le préfet, ce qui entraîne l'annulation desdites ordonnances et ma libération

J'apporte un justificatif complémentaire transmis à la CNDA pour inclusion dans mon dossier en préfecture et l'application du **principe de non-expulsion par le préfet** immédiatement, ce qui entraîne l'annulation desdits arrêtés et ma mainlevée (*pièces jointes 14-16*)

Complément N°1 <https://u.to/j9zEGw> (fr)
<https://u.to/ed3EGw> (rus)

Documents sur la menace de violation de l'art. 2, 3 CEDH <https://u.to/hbu-Gw>

2. Le 17.11.2021, j'ai pris connaissance de la demande de la préfecture à la CNDA concernant la nature de recours devant cette juridiction : suspensive ou non. Un employé anonyme de la CNDA a répondu **sans référence à la législation**, c'est-à-dire déraisonnable qu'une telle procédure **n'ait pas un caractère suspensif**. (*Annexes 4-5*)

Sur la base de cette **réponse fausse et incompétente du anonyme**, le 5.11.2021, le préfet a pris des arrêtés concernant mon éloignement et ma détention administrative.

C'est-à-dire que la préfecture a prouvé son **incompétence prolongée**, puisque près de 10 ans se sont écoulés d'ici 2021 depuis que la CEDH a expliqué aux autorités françaises **le caractère suspensif** de la mesure d'éloignement en cas de recours, et les autorités françaises ont même mis leur législation en conformité avec cette exigence. Mais comme il s'est avéré, personne en France ne connaît la législation. (*annexe 7*)

Traduction

Arrêt de la Cour EDH « DE SOUZA RIBEIRO c. FRANCE " https://u.to/V_vEGw

Le 17.11.2021, j'ai adressé mes objections à la CNDA, exigeant qu'un fonctionnaire incompetent de la CNDA soit tenu responsable et que la préfecture soit informée de la fausse réponse (*annexe 4*).

Objections du 17.11.2021 <https://u.to/BuvEGw>

Le 19.11.2021, le chef de l'accueil des parties et des avocats de la CNDA M. AUBER Guilla a répondu que l'irresponsabilité du personnel est une pratique courante, que la réponse a été donnée à la préfecture non sur la base de la connaissance des lois, mais sur la base de **ses propres interprétations de la loi par le personnel**, qui manifestement n'a pas bien étudié dans les universités françaises. Comme je l'ai compris de la réponse, il a refusé de signaler à la préfecture la fausse réponse d'un employé de la CNDA, et peut - être sa propre réponse incompetente- (*annexe 5*).

Réponse de M. AUBER Guilla https://u.to/s_vEGw

Le 19.11.2021, j'ai envoyé de nouveau mes objections à M. AUBER Guilla. (*annexes 6, 7*).

Objections du 19.11.2021 https://u.to/_vEGw

Mais étant donné que je suis illégalement privé de ma liberté, et que l'employé de la CNDA n'élimine pas d' **urgence** les conséquences de l'incompétence de ladite cour, c'est-à-dire cache l'incompétence, j'envoie moi-même notre correspondance à la préfecture pour :

- 1) joindre à mon dossier d'un demandeur d'asile,
- 2) annuler des décisions illégales du préfet du 5.11.2021 et, partant, du 10.11.2021 - résultant de l'incompétence criminelle des fonctionnaires.

Je demande d'examiner IMMÉDIATEMENT cet appel contre les arrêtés attaqués en rapport avec la violation de mon **droit à la liberté**, comme l'exigent les paragraphes 3, 4 de l'art. 5 CEDH.

3. J'envoie également mon recours contre l'ordonnance du juge des libertés et de la détention N°1112 du 08.11.2021 du tribunal judiciaire de Marseille, que j'ai déposé en temps utile auprès de la cour d'appel d'Aix-en-Provence le 09.11.2021 à 14 :35, mais la cour m'a caché la date de l'audience, qui évidemment aurait dû être fixée il y a 10 jours. **Mais depuis que l'appel a été déposé, la décision de justice n'est en aucun cas entrée en vigueur.** (*annexes 8-10*)

Appel <https://u.to/SxPDGw> (rus) <https://u.to/eezEGw> (fr.)

Annexes https://u.to/_DEGw

Traduction

Lettre d'accompagnement du 11.09.2021 <https://u.to/kuzEGw>

Par conséquent, je demande au préfet de ne pas se référer à quoi que ce soit qui n'a rien à voir avec la légalité.

4. J'adresse également un appel et un complément à celui-ci contre la condamnation du 23.09.2021. Il s'agit d'appels préliminaires pour empêcher les juges d'invoquer «le non-respect du délai d'appel». Par la même occasion, j'informe le préfet que le verdict du tribunal du 23.09.2021 **ne m'a pas été remis à ce jour**. (*annexes 11-13*)

Appel du 23.09.2021 https://u.to/WR_iGw

Complément d'appel du 13.10.2021 <https://u.to/LEGsGw>

Lettre d'accompagnement <https://u.to/QO3EGw>

Ainsi, le verdict **n'est pas encore entré en vigueur** jusqu'à ce que mon droit à son appel ne sera pas assurée. Le préfet ne peut donc invoquer cette décision du tribunal judiciaire de Nice **qui n'est pas entrée en vigueur**.

En conséquence, les arrêtés du préfet sont susceptibles d'annulation.

5. Je demande au préfet d'éliminer dorénavant la violation de la loi lors de la prise d'arrêtés et de leur notification aux étrangers :

DIRECTIVE 2013/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 fixant des normes pour l'accueil des demandeurs de protection internationale (refonte)

Article 9. Garanties pour les demandeurs détenus

4. Les demandeurs placés en garde à vue sont informés sans délai par **écrit, dans une langue qu'ils comprennent** ou qu'ils peuvent raisonnablement comprendre, **des motifs de détention et des procédures de recours contre une décision de placement en rétention** prévues par le droit national, ainsi que de la **possibilité de demander assistance juridique et représentation gratuites**.

Article 10 Conditions de détention

5. Les États membres devraient veiller à ce que les demandeurs placés en rétention reçoivent systématiquement, **dans une langue qu'ils comprennent ou peuvent raisonnablement s'attendre à comprendre, des informations** expliquant les règles applicables dans le centre de rétention **et énonçant leurs droits et obligations**. Les États membres peuvent déroger à cette obligation dans des cas dûment justifiés et dans un délai raisonnable, qui doit être le plus court possible, dans le cas où le demandeur est retenu à un poste frontière ou dans une zone de transit. Cette dérogation ne s'applique pas dans les cas visés à l'article 43 de la directive 2013/32/UE

Traduction

J'ai appris un peu le français pendant mon séjour en France, même si j'ai été maltraité par les autorités en me privant de conditions de vie décentes : il est évidemment impossible d'apprendre une langue en vivant dans la rue. Par conséquent, mon niveau de langue est limité à la conversation orale. Je ne peux pas lire et comprendre le texte juridique en français. Par conséquent, je vous demande de respecter cette Directive, qui n'est pas appliquée depuis 2013, **c'est-à-dire depuis 8 ans.**

6. Je demande l'arrêté d'annulation de toutes les arrêtés contestés et de la libération d'envoyer au CRA de Marseille par fax ou e-mail, et à moi aussi par e-mail.

Annexes : <https://u.to/6fDEGw>

1. Arrêté du préfet du 5.11.2021
2. Arrêté préfectoral du 5.11.2021 relatif au placement en rétention
3. Arrêté préfectoral du 10.11.2021 relatif au maintien en rétention
4. Objections à l'employé de la CNDA sur la réponse à la préfecture du 17.11.2021
5. Réponse du 19.11.2021
6. Objections à la CNDA du 19.11.2021
7. Arrêt de la Cour EDH « DE SOUZA RIBEIRO c. France »
8. Appel contre l'ordonnance de la juge de liberté N°1112 du 08.11.2021 (russe)
9. Appel contre l'ordonnance de la juge de liberté N°1112 du 08.11.2021 (fr.)
10. Lettre d'accompagnement avec appel du 09.11.2021
11. Appel contre le verdict du 23.09.2021
12. Complément à l'appel contre le verdict du 23.09.2021
13. Numérisation de lettres d'accompagnement avec appel
14. Supplément 1 à la CNDA - dossier 21055716 (russe)
15. Supplément 1 à la CNDA - dossier 21055716 (fr)
16. Documents sur la menace de violation des articles 2, 3 de la CEDH en cas de retour en Russie

Traduction effectuée par une Association non gouvernementale « Contrôle public » à ma demande en raison du manque d'aide de l'état, le 6.12.2021.

M. Ziablitsev Sergei



M. ZIABLITSEV SERGEI

le 22/11/2021

- Demandeur d'asile privé de tous les moyens de subsistance par les crimes des fonctionnaires de la France depuis de 18.04.2019
<https://u.to/bCSBGw>
<http://www.controle-public.com/fr/Droits>
- Président de l'association «CONTRÔLE PUBLIC»
n° W062016541
Site : www.contrôle-public.com
controle.public.fr.rus@gmail.com
- détenu arbitrairement le 23.07.2021 au but de mesure d'éloignement n°21-2032,
<https://u.to/bxePGw>
- placé arbitrairement dans la maison d'arrêt de GRASSE le 3.08.2021 dans le cadre de la mesure d'éloignement n°21-2032
<https://u.to/nG6ZGw>
- placé arbitrairement le 5.11.2021 dans le CRA de Marseille-la Cannelle dans le cadre de mesure d'éloignement n°21-2032 = n°21-2944
<https://u.to/bxePGw>

Adresse pour correspondances :

bormentalsv@yandex.ru;controle.public.fr.rus@gmail.com

Ministre de l'intérieur

contre :

Au préfet des Alpes-Maritimes

N° F.N.E.: 0603180870

Recours devant la CNDA N° 21055716 du 9.07.2021
enregistré le 13.10.2021Mesure d'éloignement n°21-2032 du 23.07.2021 - **suspendue**Mesure d'éloignement n°21-2944 du 5.11.2021 - **nulle**

Жалоба на постановления префекта

о помещении меня в центр административного задержания от 5.11.2021
о применения меры высылки от 5.11.2021
о содержании в центре административного задержания от 10.11.2021

1. Согласно указанным постановлениям я лишен свободы с целью моей высылки, которая **абсолютно запрещена властям Франции** в связи с угрозой лишения меня свободы в России и угрозы смерти, пыток и бесчеловечного обращения в тюрьмах России, особенно с учетом моего статуса правозащитника.

Таким образом, указанные постановления не имеют правового основания и вынесены посредством сокрытия всех моих документов и доказательств, представленных в префектуру. То есть постановления **сфабрикованы**.

2. 17.11.2021 мне стало известно о запросе префектуры в CNDA о характере процедуры обжалования в данном суде: приостанавливающий или нет. Анонимный сотрудник CNDA ответил **без ссылки на законодательство**, то есть необоснованно, что такая процедура носит **не приостанавливающий характер**. (приложения 4-5)

На основании этого **ложного некомпетентного ответа анонима** префект издал постановления 5.11.2021 о моей высылке и моем административном задержании.

То есть префектура доказала свою **длительную некомпетентность**, так как к 2021 году прошло почти 10 лет с тех пор, как ЕСПЧ разъяснил властям Франции **приостанавливающий характер меры высылки** в случае обжалования, и власти Франции даже привели свое законодательство в соответствие этому требованию. Но как выяснилось, никто во Франции законодательство не знает. (приложение 7)

Постановление ЕСПЧ «DE SOUZA RIBEIRO c. FRANCE» https://u.to/V_vEGw#

17.11.2021 я направил свои возражения в CNDA с требованием привлечь к ответственности некомпетентное должностное лицо CNDA, а также сообщить префектуре о ложном ответе (приложение 4).

Возражения 17.11.2021 <https://u.to/BuvEGw>

19.11.2021 шеф отдела приема сторон и адвокатов CNDA г-н AUBER Guilla ответил, что безответственность персонала является обычной практикой, что ответ был дан префектуре не на основании знаний законов, а на основании **собственных интерпретаций закона персоналом**, который, очевидно, плохо учился во французских университетах. Как я понял из ответа, он отказался сообщать префектуре о ложном ответе сотрудника

CNDA, а может быть о своем собственном некомпетентном ответе – приложение (приложение 5).

Ответ г-н AUBER Guilla https://u.to/s_vEGw

19.11.2021 я направил повторно возражения г-ну AUBER Guilla. (приложения 6, 7).

Возражения 19.11.2021 https://u.to/_vEGw

Но поскольку я лишен незаконно свободы, а сотрудник CNDA не устраняет **срочно** последствия некомпетентности указанного суда, то мои доводы должны быть учтены Министром внутренних дел для отмены незаконных постановлений префекта от 5.11.2021 и, соответственно, от 10.11.2021 - результата преступной некомпетентности должностных лиц

Я прошу **НЕМЕДЛЕННО** рассмотреть данную жалобу на обжалованные постановления в связи с нарушением моего **права на свободу**, как того требуют п. 3, 4 ст. 5 ЕКПЧ.

3. Я также высылаю свою апелляцию на решение №1112 судьи по свободе и задержанию от 8.11.2021 суда Марселя, которая мною была своевременно подана в апелляционный суд Экс-ан-Прованс 9.11.2021 в 14:35, но суд скрывает от меня дату аудиенции, которая очевидно, уже должна была быть назначена 10 дней назад. **Но так как апелляция подана, то решение суда в любом случае не вступило в законную силу.** (приложения 8-10)

Решение №1112 <https://u.to/QxPDGw>

Апелляция <https://u.to/SxPDGw> (рус) <https://u.to/eezEGw> (фр.)

Приложения https://u.to/_DEGw

Сопроводительное письмо 9.11.2021 <https://u.to/kuzEGw>

Поэтому префект незаконно ссылается на не имеющие юридической силы судебные акты.

4. Я направляю апелляцию и дополнение к ней против приговора по сфальсифицированному уголовному обвинению от 23.09.2021. Это предварительные апелляции, поданные с целью не позволить судьям ссылаться на « пропуск срока обжалования». При этом я уведомляю префекта, что приговор суда от 23.09.2021 **мне не вручен по сей день.** (приложения 11-13)

Апелляция от 23.09.2021 https://u.to/WR_iGw

Дополнение к апелляции от 13.10.2021 <https://u.to/LEGsGw>

Сопроводительные письма <https://u.to/QOзEGw>

Таким образом, **приговор не вступил в силу** пока мое право на его обжалование не будет обеспечено. В связи с этим префект не может ссылаться на данное решение суда Ниццы, **не вступившее в законную силу**.

Следовательно, постановления префекта подлежат отмене.

5. Я прошу обязать префекта устранить впредь нарушение им закона при вынесении постановлений и уведомлении о них иностранцев :

ДИРЕКТИВА 2013/33/ЕС Европейского парламента и Совета от 26 июня 2013 года, устанавливая стандарты приема лиц, ищущих международной защиты (recast)

Статья 9. Гарантии для задержанных заявителей

4. Заявители, под стражей, незамедлительно информируются в **письменной форме на языке, который они понимают** или которые они могут разумно понимать, **об основаниях для задержания и процедурах обжалования решения о задержании**, предусмотренных национальным законодательством, а также о **возможности обращения за бесплатной юридической помощью и представительством**.

Статья 10 Условия содержания под стражей

5. Государства-члены ЕС должны обеспечить, чтобы заявители, которые находятся под стражей, систематически **получали на языке, который они понимают или могут разумно ожидать понимания, информацию**, разъясняющую правила, применяемые в центре содержания под стражей, **и излагающую их права и обязанности**. Государства-члены ЕС могут отступать от этого обязательства в должным образом обоснованных случаях и в течение разумного периода времени, который должен быть как можно более коротким, в случае, если заявитель задержан на пограничном посту или в транзитной зоне. Это отступление не применяется в случаях, указанных в Статье 43 Директивы 2013/32/ЕС

Я изучил немного французский язык за время моего пребывания на территории Франции, хотя мне злостно препятствовали в этом власти, лишив меня условий достойного проживания : очевидно, невозможно изучать язык, живя на улице. Поэтому мой уровень языка ограничен устным разговорным. Я не могу прочитать и понять юридический текст на французском языке. Поэтому прошу выполнять указанную Директиву, которая не выполняется с 2013 года, **то есть на протяжении 8 лет**.

Итак, все процедуры вручения постановлений префекта являются юридически ничтожными и влекут отмену его постановлений.

6. Применить в отношении меня принцип НЕ ВЫСЫЛКИ немедленно и освободить на этом основании, признав незаконным изначально мое задержание с этой целью.

Я предоставляю доказательства, направленные в CNDA и в префектуру (приложения 14-16)

Дополнение № 1 <https://u.to/j9zEGw> (фр) <https://u.to/ed3EGw> (рус)

Документы о угрозе нарушения ст. 2, 3 ЕКПЧ <https://u.to/hbu-Gw>

7. Я прошу

- 1) все постановления признать ничтожными как и процедуру их вручения
- 2) постановление об отмене всех обжалованных постановлений и о моем освобождении направить в CRA Марселя по факсу или е-майл, и мне на также на е-майл.

Приложения : <https://u.to/6fDEGw>

1. Постановление префекта от 5.11.2021
2. Постановление префекта от 5.11.2021 о помещении в центр задержания
3. Постановление префекта от 10.11.2021 о помещении в центр задержания
4. Возражения сотруднику CNDA на ответ префектуре 17.11.2021
5. Ответ 19.11.2021
6. Возражения сотруднику CNDA 19.11.2021
7. Постановление ЕСПЧ « DE SOUZA RIBEIRO с. France »
8. Апелляция на решение судьи по свободе №1112 от 8.11.2021 (русск)
9. Апелляция на решение судьи по свободе №1112 от 8.11.2021 (фр)
10. Сопроводительное письмо с апелляцией 9.11.2021
11. Апелляция на приговор от 23.09.2021
12. Дополнение к апелляции на приговор от 23.09.2021
13. Скан сопроводительных писем с апелляциями в суд
14. Дополнение 1 в CNDA – досье 21055716 (русск)
15. Дополнение 1 в CNDA – досье 21055716 (фр)
16. Документы о угрозе нарушения ст 2, 3 ЕКПЧ в случае возврата в Россию

Ziablitsev Sergei



Votre saisine adressée au ministre de l'Intérieur

R

REPONSE-MINISTREreponse-ministre@interieur.gouv.fr

23 ноября 2021 г. в 15:02

bormentalsv@yandex.ru

Язык письма — французский. Перевести на русский?

Перевести

Madame, Monsieur,

Votre message a bien été réceptionné par le ministre de l'Intérieur.

Il a été transmis au service compétent aux fins d'un examen approprié.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

La section de la correspondance citoyenne et institutionnelle – CCO

Le service de la correspondance

Cabinet du ministre

Ministère de l'Intérieur

Cette boîte est une adresse d'expédition uniquement. Aucune réponse ne sera prise en compte. Si vous souhaitez contacter de nouveau le ministre de l'Intérieur, vous pouvez vous rendre à l'adresse suivante : <https://www.interieur.gouv.fr/Menu-accessibilite/Nous-contacter>

----- Message original -----

Sujet : [INTERNET] Ecrire au ministre de l'Intérieur - 6 place du Clauzel app. 3. 43000

Le Puy en Velay

De : noreply@interieur.gouv.fr

Pour : contactministreinternet@interieur.gouv.fr

Date : 23/11/2021 10:03

Formulaire de contact

Les données suivantes ont été recueillies via le formulaire "Ecrire au ministre de l'Intérieur" :

CIVILITÉ :	Monsieur
PRÉNOM	Sergei
NOM	Ziablitsev
ADRESSE POSTALE :	6 place du Clauzel app. 3. 43000 Le Puy en Velay
CODE POSTAL :	43000

VILLE	Le Puy en Velay
ADRESSE COURRIEL	bormentalsv@yandex.ru
CHOISISSEZ UN SUJET	Actualités
MESSAGE	Moi, demandeur d'asile russophone, je fais appel des 3 arrêtés du préfet concernant mon arrestation et les mesures d'expulsion. Je demande de me faire parvenir la décision du Ministre dans un bref délai Appel https://u.to/lh3GGw Annexe https://u.to/6fDEGw
COLLECTEUR IP	37.165.137.189, 152.199.111.66, 198.143.43.4, 198.143.43.4

Votre saisine adressée au ministre de l'Intérieur

след. →



REPONSE-MINISTRE reponse-ministre@interieur.gouv.fr

сегодня в 15:02

Письма на тему

1 получатель: bormentalsv@yandex.ru

REPONSE-MINISTRE 15:02
Monsieur, Votre message a bien été r...

Язык письма — французский. Перевести на русский?



Вложения

Ссылки

Письма от REPONSE-MINISTRE

Madame, Monsieur,

Votre message a bien été réceptionné par le ministre de l'Intérieur.

Il a été transmis au service compétent aux fins d'un examen approprié.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

La section de la correspondance citoyenne et institutionnelle – CCO

Le service de la correspondance

Cabinet du ministre

Ministère de l'Intérieur

Cette boîte est une adresse d'expédition uniquement. Aucune réponse ne sera prise en compte. Si vous souhaitez contacter de nouveau le ministre de l'Intérieur, vous pouvez vous rendre à l'adresse suivante : <https://www.interieur.gouv.fr/Menu-accessibilite/Nous-contacter>

----- Message original -----

Sujet : [INTERNET] Ecrire au ministre de l'Intérieur - 6 place du Clauzel app. 3. 43000 Le Puy en Velay

De : noreply@interieur.gouv.fr

Pour : contactministreinternet@interieur.gouv.fr

Date : 23/11/2021 10:03

Очистить

Очистить

99+

Цена

Президенту,

Отключить

Апрелевке
Старт...

lekupitkvartiru.ru

От кого :

Зяблицев Владимир Павлович
Зяблицева Марина Романовна

Адрес :

Россия, Адрес: г. Киселевск, Кемеровская область,
ул. Дружбы, 19-3.

Е-майл : vladimir.ziablitsev@mail.ru

Кому :

1. Главное управление по вопросам миграции МВД России https://xn--b1aew.xn--p1ai/request_main
2. Управление по вопросам миграции ГУ МВД России по Кемеровской области

ОБЪЯСНЕНИЯ.

25.10.2021 мы явились по устному вызову полицейского на прием к начальнику Отделения по вопросам миграции МВД России по г. Киселевску Путивских Наталья Сергеевне. (Адрес: 652700 г. Киселевск, ул. Советская, 18 Телефон: 8 (38464) 2-19-23)

Нам было предложено опознать лицо на фотографии. Никакого документа для такого опознания нам не было предъявлено, также не было устно названо законных оснований.

Поскольку речь шла о «запросе» в отношении нашего сына, то мы попросили его нам показать, чтобы в нем узнать законные основания для запроса, так как наш сын находится под **контролем и юридической ответственностью властей Франции с марта 2018** и мы имеем право именно с властей Франции требовать всю информацию о нашем сыне, но никак не наоборот.

Оказалось, что никакого запроса нам показать не могут, так как он в Москве, а поручение нас опросить дано якобы устно. Таким образом, Путивских Наталья Сергеевна не смогла нам объяснить **законные основания и цель запроса.**

Однако, мы попросили ее получить с нас объяснения по ситуации с нашим сыном и документ Франции, подтверждающий его личность, на котором мы его опознаем и

подтверждаем что это **он** на документе просителя убежища во **Франции по политическим мотивам.**

Она прочитала наши объяснения и **отказалась их принять**, порекомендовав самостоятельно их куда -то послать.

После этого она сообщила, что сама **что-то** напишет руководству. Что именно она напишет, нам неизвестно.

Поэтому мы самостоятельно, по ее совету, направляем объяснения на « запрос » - приложения 1 и 2.

Мы просим

1. Именно эти объяснения **принимать во внимание и направить их властям Франции**, а не объяснения Путивских Натальи Сергеевны, которая **нарушила наши права давать объяснения** и нам неизвестно вообще, что она напишет по результатам нашей встречи.
2. Принять меры дисциплинарного характера к Путивских Наталье Сергеевне за отказ принять наши объяснения, что является злоупотреблением должностным положением.
3. Выслать нам копию запроса властей Франции, так как она затрагивает наши права и интересы, как и права и интересы нашего сына, **взятого в заложники** властями Франции и **фальсифицирующими** в отношении него уголовное дело, для чего, как мы считаем, сделан данный запрос.
4. Уведомить нас о направлении наших объяснений властям Франции в ответ на их запрос.

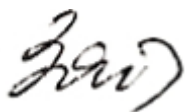
Приложения :

1. Объяснения от 25.10.2021 на « *запрос властей Франции опознать личность на фото* » со слов сотрудника полиции и Отделения по вопросам миграции МВД России по г. Киселевску <https://u.to/jcCyGw>
2. Приложения к объяснениям от 25.10.2021 <https://u.to/dGmyGw>

Зяблицев Владимир



Зяблицева Марина



25 октября 2021

